

Il est maintenant temps de chasser « en meute »





C'était il y a un peu plus de trois ans maintenant. À l'occasion d'une rencontre avec la presse à l'issue de ses premiers mois d'exercice, Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse, avait alors fait le point sur ses premiers pas dans notre département suite à sa nomination. Auparavant en poste en Corrèze, ce dernier avait plusieurs fois évoqué son ancienne affectation lors de ce bilan incitant l'un de nos confrères de la presse quotidienne à l'interroger sur les différences entre Corrèze et Vaucluse. « Eh bien, en Corrèze, avait-il répondu après un léger temps de réflexion, il y a des communistes, des gaullistes, des socialistes, des radicaux, mais dès qu'ils sortent du département il n'y a que des Corréziens. Hors de leurs frontières, ils chassent en meute avec pour seul objectif l'intérêt de leur territoire. » En quelques mots, ce serviteur de l'État, particulièrement apprécié des élus vauclusiens (son prédécesseur ayant tout fait pour être singulièrement détesté), venait de tacler - avec la délicatesse qui le caractérise - notre incapacité à jouer collectif.

Il faut dire que dans le département entre le Comtat, le Haut-Vaucluse, l'Enclave, le Ventoux, les Monts de Vaucluse, une cité des papes penchant de plus en plus dans le Gard et les Bouches-du-Rhône et un Sud Luberon aspiré chaque jour davantage par la métropole Aix-Marseille, chacun semble jouer sa



propre partition. Une tendance encore renforcée par des frontières administratives de plus en plus en décalage avec la réalité des bassins de vie. Ici donc, pas de meute mais plutôt des loups solitaires se contentant de maintenir une neutralité indifférente avec leurs voisins.

En effet, pourquoi jouer en équipe lorsque l'on dispose d'autant d'atouts en un si petit territoire ?

Les temps changent, mais pas forcément en Vaucluse où l'on se complait à regarder passer les trains, au propre comme au figuré comme avec la gare TGV de Courtine où si peu a été fait depuis plus de 20 ans. Un Vaucluse où, comme un symbole, trois des quatre anciens présidents du Conseil départemental ont été élus au bénéfice de l'âge. Idem pour le dernier président de la CCI. Il ne s'agit pas de faire du jeunisme à tout va, mais il est parfois difficile d'imaginer demain avec les yeux d'hier. Voilà pourquoi, certainement, le Vaucluse figure maintenant au 5e rang des départements les plus pauvres de France. Le gâchis semble immense, à la hauteur du formidable potentiel de ce territoire.

« Un alignement des planètes inédit pour le Vaucluse. »

Malgré tout, tout pourrait changer. Et sans tomber dans un optimisme béat, le Vaucluse pourrait bénéficier d'un alignement des planètes inédit. Ainsi, pour enfin mener cette meute vauclusienne vers le succès, c'est plutôt désormais du côté des louves qu'il faudrait chercher. À commencer par le Département où, pour la première fois, une femme a été élue à la présidence depuis sa création en 1793. L'institution vauclusienne désormais dirigée par Dominique Santoni entend jouer le rôle de locomotive du territoire en fédérant toutes les bonnes volontés locales. Pour cela, elle pourra s'appuyer sur d'autres louves comme Jacqueline Bouyac, présidente de la Cove ainsi que du nouveau parc naturel régional du mont Ventoux, et Cécile Helle, maire d'Avignon dont l'entente avec la nouvelle présidente du Conseil départemental sera déterminante pour pousser le Vaucluse hors les murs. Sans oublier tous ceux qui veulent faire avancer le Vaucluse dans le bon sens.

Avec en 1re ligne, la CCI de Vaucluse qui possède désormais une gouvernance stabilisée, enfin en ordre de bataille pour, on l'espère, accompagner les entrepreneurs dans le développement économique de notre territoire.

Dans cette redynamisation, le Vaucluse doit aussi voir au-delà de ses frontières. Regarder au-delà du Rhône afin d'agglomérer le Gard rhodanien laissé à l'abandon par la région Occitanie. Regarder aussi de l'autre côté de la Durance, vers le Pays d'Arles qui a senti si près le vent du boulet de la fusion forcée avec la métropole marseillaise : il sait que son seul allié, pour conserver son autonomie, ne peut être que le Vaucluse.

Chasser en meute n'est pas une option, c'est une question de survie.



La préfecture de Vaucluse et l'ARS Paca condamnent la dégradation des locaux de l'Ordre des médecins de Vaucluse

Samedi 25 septembre, en fin de matinée, les locaux du Conseil départemental de l'Ordre des médecins de Vaucluse ont été vandalisés : de nombreuses traces de peinture rouge sur les façades du bâtiment sont à déplorer. Il n'y a pas eu toutefois d'intrusion à l'intérieur des locaux. Les forces de police ont été saisies et une enquête judiciaire est actuellement en cours.

Le préfet de Vaucluse, Bertrand Gaume, et le directeur de la délégation départementale de Vaucluse de l'ARS Paca, Loïc Souriau, « apportent leur plein soutien au Conseil de l'Ordre des médecins et condamnent fermement ces actes inacceptables de violence et d'intimidation. Ces derniers s'inscrivent dans un contexte de montée des actes délictuels commis par des personnes anti-vaccin et anti pass sanitaire à l'encontre des professionnels de santé, de leurs établissements et des équipes mobiles de vaccination, dans le but, notamment, de nuire au bon déroulement de la campagne de vaccination. Le préfet de Vaucluse rappelle que la vaccination permet de faire baisser la mortalité et de réduire les formes graves de la maladie. Les médecins et l'ensemble des personnels de santé sont pleinement engagés dans la lutte contre la pandémie et œuvrent au quotidien pour le retour à une vie normale. Ils méritent le plus grand respect. »

L.M.

Aygues-Ouvèze en Provence : le bus 'France services' inauguré



Ecrit par le 12 décembre 2025



Le préfet du Vaucluse, <u>Bertrand Gaume</u> et le président de la communauté de communes <u>Aygues-Ouvèze en Provence</u> ont inauguré le bus <u>France Services</u> mis en place pour accompagner les habitants des 8 communes de la CCAOP dans leurs démarches administratives.

Chaque France services donne accès aux neuf partenaires nationaux : ministères de l'Intérieur et de la Justice, direction générale des finances publiques, Pôle emploi, l'Assurance retraite, Caisse nationale d'assurance maladie, Caisse nationale des allocations familiales, Mutualité sociale agricole et La Poste. L'accompagnement se fait soit par des permanences régulières, soit par visioconférence. Ces structures s'adressent notamment aux usagers qui ne peuvent se déplacer dans les services publics des agglomérations voisines pour effectuer leurs démarches mais aussi à ceux qui ont des difficultés à utiliser les outils numériques ou qui n'en ont pas à leur disposition.

Où en Vaucluse?

Il en existe 18 en Vaucluse, dont 2 structures sont itinérantes et 4 viennent d'être labellisées à



Caderousse, Morières-lès-Avignon, Cucuron et Pertuis. Ces espaces offrent également, via des collectivités et des associations, d'autres propositions d'aide. Les deux structures itinérantes couvrent les communes rurales des Communautés de communes Aygues-Ouvèze en Provence et Pays d'Apt Luberon. L'espace France services le plus proche de chez vous ? Il est <u>ici</u>. Compte tenu de la situation sanitaire il est préférable de prendre rendez-vous avant de s'y rendre. Plus de 1300 structures ont été déployées en France pour se situer à moins de 30 minutes des usagers.

Dans le détail

Les agents accompagnent les usagers dans les démarches en ligne : navigation sur les sites des opérateurs, simulation d'allocations, demande de documents en ligne ; pour résoudre les situations plus complexes en s'appuyant sur un correspondant au sein des réseaux partenaires, le cas échéant par un appel vidéo avec l'usager ; mettre à disposition et accompagner l'utilisation d'outils informatiques tels que la création d'une adresse e-mail, l'impression ou scan de pièces nécessaires à la constitution de dossiers administratifs.





Les agents conseillent les usagers. Photo: Préfecture de Vaucluse.

L.M

Seize nouveaux véhicules pour la gendarmerie du Vaucluse





Ecrit par le 12 décembre 2025



Dans le cadre du plan de relance, la <u>gendarmerie du Vaucluse</u> a bénéficié d'une nouvelle flotte automobile : 16 véhicules, dont 4 motos exposés vendredi dernier à la brigade territoriale autonome de <u>l'Isle-sur-la-Sorque</u>.

La flotte comprend notamment 5 véhicules banalisés zoé électrique, 9 Peugeot 5008 thermiques et 2 véhicules Kangoo, affectées principalement à des missions de liaison. Ce renouvellement s'inscrit dans le cadre du plan de relance national et européen, voulu par le Ministère de l'Intérieur (auquel la flotte de gendarmerie est rattachée depuis 2008).

Afin de renouveler le parc automobile des forces de sécurité, le Parlement a abondé de 75 millions d'euros les crédits du ministère de l'Intérieur. A cet effet, 1 263 véhicules électriques, 15 000 vélos électriques et 1 355 véhicules thermiques Peugeot 5008, fabriqués en France, ont été répartis dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie.

La <u>Direction départementale de la sécurité publique de Vaucluse</u> (DDSP) a pour sa part été équipée de 4 véhicules banalisés zoé électrique, 6 vélos à assistance électrique et 4 Peugeot 5008 thermiques. Une opportunité offerte aux pouvoirs publics pour passer au « zéro émission » de gaz à effet de serre.

En 2021, ces investissements vont se poursuivre grâce aux crédits prévus en loi de finances et en relance. Ils permettront un renouvellement historique de la flotte automobile des forces de sécurité à hauteur d'un quart des véhicules et répondront à l'objectif de verdissement du parc automobile. Outre une amélioration des conditions de travail des forces de l'ordre, ces investissements représentent un levier important de soutien au secteur économique local et national, dans une période où l'activité est fortement impactée par la crise sanitaire.



Ecrit par le 12 décembre 2025



Le colonel Le Neindre et le préfet du Vaucluse, Betrand Gaume. © David Benezech

L.M.

Etat-major : Préfecture de Vaucluse



Ecrit par le 12 décembre 2025





Bertrand Gaume















Après <u>Grand Delta Habitat</u>, <u>RES</u>, et <u>Pellenc</u>, au tour des collaborateurs de la Préfecture du Vaucluse d'être présentés aujourd'hui dans la rubrique Etat-major.

Bertrand Gaume (46 ans - Science Po Lyon, DESS Université Paris Nanterre, ENA), préfet de Vaucluse depuis 2018. Seul haut fonctionnaire dont les compétences ont une base constitutionnelle, il est nommé par décret du Président de la République, pris en Conseil des Ministres. Auparavant : directeur de cabinet du ministre délégué chargé de l'Economie sociale et de la consommation, directeur de cabinet du ministre puis de la ministre de l'Education nationale & ESR et Préfet de Corrèze. Il est accompagné du corps préfectoral de Vaucluse dans l'exercice de ses fonctions:

<u>Didier François</u> (65 ans - ENA, D.E.U.G. droit et DAP), administrateur général, nommé sous-préfet de l'arrondissement de Carpentras, décoré de l'Ordre national de la Légion d'honneur. Auparavant : secrétaire général pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Midi Pyrénées ; directeur adjoint à la direction de l'information légale et administrative dans les services du premier ministre ; administrateur général ; chargé de mission auprès du secrétaire général du ministre de l'intérieur ; directeur de projet auprès de la directrice de modernisation et action territoriale au sein du ministère de l'Intérieur.

<u>Alex Gadré</u>, **(28 ans - ENA)**, directeur de cabinet, assiste le préfet dans sa responsabilité du maintien de l'ordre public et de la sécurité sur l'ensemble du département. Missions essentielles : lutte contre la délinquance, protection des populations, pilotage de la stratégie de communication de l'État dans le département. Auparavant : chargé de mission auprès du secrétaire général du ministre de l'Intérieur,



chargé de mission auprès du directeur général de la Police nationale.

Marie-Charlotte Euvrard (Saint-Cyr, diplôme d'Etat-Major), Sous-Préfète chargée de mission, organise la coordination interministérielle locale sur la politique de la ville, exerce une fonction de dialogue avec les collectivités territoriales et les acteurs locaux (CAF, bailleurs sociaux, pôle emploi, caisse des dépôts, MSA) Auparavant : Officiers des armes en poste opérationnel ; Commandant de compagnie à l'Ecole Polytechnique ; directrice de cabinet du général commandant le service militaire volontaire.

Christian Guyard, (cycle préparatoire ENA, IEP, EHESP), Secrétaire général, sous-préfet de l'arrondissement d'Avignon. En charge de la conduite des politiques interministérielles, gestion des grands dossiers départementaux et impulsion donnée aux actions de l'État dans le département. Assure l'intérim du préfet en cas d'absence ou de vacances, anime le dialogue social avec les agents et gère le budget et le patrimoine de la préfecture. Auparavant : secrétaire général de la préfecture du Gers ; adjoint au sous-directeur – chef du BPFI ; sous-préfet chargé de mission au sein du Ministère de l'Intérieur.

Christine Hacques, (**DEA**, **DESS**, **INET**), Sous-Préfète de l'arrondissement d'APT. Également référente départementale des questions de ruralité, assure par son rôle de conseil et d'animation de différentes commissions et instances : la sécurité de biens et des personnes, garantie des libertés publiques-réglementation, développement local et mise en œuvre de politiques nationales. Auparavant : directrice générale adjointe des services de la Ville, en charge des « services à la population » à Valence ; directrice de la Culture puis directrice générale adjointe des services, en charge des « Territoires » au sein du département de l'Ardèche ; Sous-préfète d'Yssingeaux (Haute-Loire).

<u>Julien Fraysse</u> (30 ans - Sciences Po, INET), administrateur territorial, nommé sous-préfet à la relance auprès du Préfet de Vaucluse. Chargé de l'animation et du suivi partenarial des mesures du plan France Relance. Coordonne et facilite la mise en œuvre des trois volets, économique, social, et écologique dans l'accompagnement des porteurs de projets. Auparavant : chargé de projets économiques structurants à Mulhouse Alsace Agglomération.

(Vidéo) Vaucluse contre Espagne, quand Julien Aubert ramène sa fraise!

<u>Julien Aubert</u>, député de Vaucluse a interpellé <u>Julien Denormandie</u>, ministre de l'Agriculture, sur la filière de la fraise française concurrencée par les prix bas de sa cousine espagnole et

Ecrit par le 12 décembre 2025

propose la création d'une Indication géographique protégée.

Le prix de la fraise

En effet, la fraise produite en Vaucluse se trouve en position très défavorable par rapport à la fraise espagnole vendue, aujourd'hui en France à 1,60€ le kg contre 8€ en moyenne pour les fraises vauclusiennes. Cette concurrence menace les producteurs français de fraises mettant en danger toute la filière économique et donc les emplois locaux. Le député a donc demandé au ministre d'envisager des dispositions pour rééquilibrer la différence de prix entre la fraise espagnole et française. Il a également appelé le ministre de l'Agriculture à appuyer la création d'une indication géographique protégée en faveur de la fraise vauclusienne. Enfin Julien Aubert a alerté sur cette situation hier en hémicycle dans le cadre de l'examen du projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

En 2020

Le problème est récurent. En mars 2020 le Syndicat de Protection de la Fraise de Carpentras, émanation de la Confrérie de la fraise, dont la présidente est Virginie Fraysse, alors atteint de plein fouet par la crise sanitaire s'était déjà battu pour la vente de son fruit, notamment avec la fermeture du Marché d'intérêt national de Châteaurenard, des restaurants, l'annulation des fêtes de Carpentras et Velleron et une grande distribution locale ou des centrales d'achats plus séduites par le prix du fruit espagnol. L'année dernière, encore, le député de la 5e circonscription, avait prévenu le Ministère de l'Economie, sans qu'aucune réaction n'émaille le débat.

En 2019

En 2019, <u>Bertrand Gaume</u>, le préfet de Vaucluse, s'en était ému invitant à réunir les services de la Draaf (Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt) et de la DDT (Direction départementale des territoires) ainsi que les représentants des organisations professionnelles agricoles et des grandes et moyennes surfaces. Des enseignes de grande distribution s'étaient alors engagées à promouvoir la fraise française avec des animations en magasin et une mise en avant dans leur catalogue commercial. Avec 6 000 tonnes produites chaque année, la fraise de Carpentras représente plus de 50 % de la production provençale. L'Espagne est le 1^{er} producteur européen de fraises avec 360 000 tonnes récoltées chaque année. En France, une fraise sur deux est espagnole est vendue en moyenne 3,5 fois moins chère que la fraise française.



Une nouvelle sous-préfète pour la Politique de ville en Vaucluse



Marie-Charlotte Euvrard est la nouvelle sous-préfète chargée de mission Politique de ville en Vaucluse. Auparavant directrice de cabinet du général commandant le Service militaire volontaire au ministère des Armées depuis juillet 2019, cette dernière a succédé à Elisa Basso nommée directrice de cabinet du préfet de l'Hérault.

Commandante de l'armée de terre, Marie-Charlotte Euvrard a avant dirigé une compagnie à l'Ecole polytechnique de juillet 2016 à juillet 2019.



Ecrit par le 12 décembre 2025

Elle est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr obtenu avec le grade de Master.

La légion d'honneur pour le préfet de **Vaucluse**



Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse, vient d'être promu chevalier de la Légion d'honneur. Agé de 46 ans, ce dernier a été distingué pour ses 20 ans de services sur le contingent du ministère de l'Intérieur.

Préfet de Vaucluse depuis juin 2018, Bertrand Gaume avait alors succédé au très controversé Jean-Christophe Moraud qui ne sera resté que 9 mois à la tête des services de l'Etat dans le département. Juste le temps nécessaire de faire la quasi-unanimité des élus locaux contre lui. Tout l'inverse du nouveau préfet qui, lui, aura réussi à réconcilier bon nombre de maires vauclusiens avec l'Etat.



Originaire de Vichy dans l'Allier, ce père de deux enfants, avait été précédemment préfet de la Corrèze à partir d'août 2015. Bertrand Gaume a aussi été auparavant directeur de cabinet de <u>Najat Vallaud-Belkacem</u>, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il a également été, en mai-juin 2012, le directeur de cabinet de <u>Benoit Hamon</u> ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Cet Enarque de la <u>promotion Copernic</u> a aussi été notamment sous-directeur, chef du service des finances et du budget au ministère de la défense et des anciens combattants, chef du bureau central des cultes au ministère de l'intérieur ainsi que sous-préfet et directeur de cabinet des préfets du Doubs et de la Gironde.

Diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon et titulaire d'un DESS (Diplôme d'études supérieures spécialisées) politiques publiques locales.

La Banque Alimentaire de Vaucluse, toujours plus indispensable

31 000 bénéficiaires en 2017, 33 000 en 2020, la pauvreté progresse et ce n'est pas la triple crise sanitaire, économique et sociale qui va inverser la tendance. Ce week-end, vous les avez vus avec leurs gilets orange fluo, les centaines de bénévoles qui ont quadrillé les supermarchés de l'ensemble du département pour la fameuse collecte de produits alimentaires et d'hygiène. Même le préfet, Bertrand Gaume, s'y est collé. Il s'est rendu au siège de l'association, à Montfavet et après avoir pris un café et rencontré l'équipe qui entoure Anne Paly, la présidente, il s'est posté à l'entrée de Mistral 7 pour tendre lui-même des sacs aux clients venus faire leurs courses, comme n'importe quel autre citoyen anonyme mais engagé dans cette opération de solidarité.

25 ans au service des Vauclusiens

La Banque Alimentaire (BA) de Vaucluse a 25 ans cette année, son rôle est d'aller retirer les invendus consommables, de faire la chasse au gaspi dans les magasins d'alimentation, de trier et de stocker, notamment les surgelés dans les congélateurs, sans interrompre la chaîne du froid. Ensuite, plus de 70 associations caritatives de l'ensemble du territoire viennent se fournir chez elle ou sont livrées tout au long de l'année pour donner ensuite de quoi se nourrir aux plus démunis. C'est dire l'importante de cette collecte du dernier week-end de novembre qui conditionne en grande partie l'activité du reste de l'année.



« La situation s'aggrave, la précarité empire, il y a de plus en plus de personnes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, précise Annie Paly. De nouvelles catégories sont concernées, les jeunes adultes, notamment les étudiants qui n'ont pas eu de petit boulot depuis le virus, les mamans seules à s'occuper de leurs enfants et qui au printemps, quand les écoles étaient fermées, avaient trois repas par jour à confectionner, les retraités, beaucoup de veuves. Depuis mars, la demande a progressé de 20%. »

Un manque de bénévole

A Montfavet, siège de l'association, sur 1 500m2 œuvrent 8 salariés, dont 4 chauffeurs, des jeunes qui se sont engagés dans le 'Service civique' et des bénévoles. Il y en a une cinquantaine mais les effectifs ont fondu, divisés par deux en quelques années, puisqu'on pouvait compter sur 90 volontaires auparavant. « Mais nos bénévoles vieillissent, on en a qui tournent autour de 75-80 ans, souvent ils vivent eux-mêmes dans des conditions précaires et même si des jeunes veulent se rendre utiles, ils sont peu nombreux à s'engager » déplore la présidente de la BA 84.

En 2019, 103 tonnes de nourriture avaient été collectées, là, tout n'a pas été comptabilisé. Covid oblige, les produits offerts par les vauclusiens ne seront triés que dans 3 jours puis stockés. Une trentaine de magasins ont gardé l'ensemble des denrées au frais et tout n'a pas encore été pesé. « On avait cru, avec la crise, que la collecte serait plus maigre, mais ce n'est pas avéré, le mouvement de solidarité a été formidable, confie Annie Paly. Certains, particulièrement sensibles à la pauvreté qui gagne du terrain ont carrément rempli des chariots à ras bord, ça fait chaud au cœur cet élan de générosité. Et finalement, quand on aura fait le point, on verra que ce sera peut-être mieux que prévu. Les donateurs se disent que la précarité peut les toucher eux aussi, ça n'arrive pas qu'aux autres. »

L'unique banque qui ne s'intéresse pas à notre argent

En plus de cette opération annuelle, la Banque Alimentaire, reconnue d'utilité publique, reçoit des aides, du département, qui, cette année a aussi fourni des produits frais venant de paysans, comme des œufs, du fromage, du lait, des lapins et bien sûr des fruits et légumes. La Région Sud a rajouté 20 000 € à sa subvention habituelle, la Ville d'Avignon aussi a proposé une rallonge. La Banque Alimentaire doit payer un important loyer pour sa plateforme de Montfavet, les factures d'électricité, du chauffage, du téléphone, l'essence des camions, le salaire du personnel qui gère, trie et livre les denrées alimentaires, mais aussi les produits d'hygiène pour bébés qui coûtent cher et que tout le monde ne peut pas s'offrir. Cette année, on a aussi vu des caddies de supermarchés avec des sacs de croquettes et des terrines réservés aux chats et chiens qui sont les seuls compagnons de personnes âgées et isolées qui ont de moins en moins les moyens de les nourrir.

Bref, la seule et unique banque qui ne s'intéresse pas à notre argent mais aux gens, c'est la Banque Alimentaire.

www.monpaniersolidaire.org